

<http://divergences.be/spip.php?article283>



Gustavo Esteva

ET, CEPENDANT, CELA BOUGE

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2007 - NÂ° 6 (Mars/March 2007) - International - Amérique Latine - Mexique/Oaxaca -

Date de mise en ligne : mardi 27 février 2007

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L256xH374/15-4-d4182.jpg>

Le gouvernement fédéral persiste à traiter comme une organisation l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO). Il semble croire qu'elle est formée de masses dociles conduites par un petit groupe de dirigeants. Avec ceux-ci, il veut se concerter ou imposer des accords. Il semble aussi supposer qu'emprisonner certains d'entre eux et poursuivre les autres suffira à la liquider : le chien mort, la rage disparaîtrait.

Dans une organisation, un syndicat ou un parti, les dirigeants conduisent ou contrôlent leurs membres et ils les mobilisent ou les contiennent. Ce sont des fonctions qui leur correspondent. Comme ils ont la faculté de représenter l'ensemble et négocier en leur nom, ils peuvent aussi les trahir ou s'écarter de leur volonté.

Dans des mouvements sociaux comme l'APPO apparaissent parfois des chefs charismatiques ou symboliques qui accomplissent d'importantes fonctions, mais ce ne sont pas des dirigeants. Certains, comme Martin Luther King ou Che Guevara, gagnent des batailles après leur mort, à la manière du Cid. Mais ils ne sont jamais des représentants. Ils ne peuvent pas négocier au nom du mouvement ou remplacer sa volonté.

L'APPO n'a jamais eu de dirigeants ou de chefs. N'étaient pas chefs les membres de la coordination provisoire. Non plus les membres du Conseil, lequel ne s'est jamais réuni -si ce n'est le jour de sa constitution. Ni ensemble ni séparés, ils ne représentent l'APPO. Les fonctions d'orientation et de coordination qu'ils peuvent accomplir dans certaines circonstances n'équivalent pas à direction ou conduite. Ils ne sont pas non plus responsables de la somme de ce que font tous ceux qui agissent en son sein. Un jugement juste trouvera impossible d'attribuer aux "dirigeants" emprisonnés les délits qu'on attribue à l'APPO. C'est pourquoi ils sont des prisonniers politiques.

Les mouvements sociaux et politiques ne sont pas maniables ou contrôlables. Les autorités, les événements ou certains "chefs" (s'ils existent) peuvent les influencer, mais ils ne peuvent pas les manipuler. Et ils s'éteignent seulement quand on a modifié les conditions qui leur ont donné naissance. (Les écraser, c'est comme les élaguer. Certains mouvements, comme celui de 68, gagnent des batailles après avoir été détruits.)

Les mouvements n'ont guère de propositions, d'objectifs ou de modèles ; ils ont des motifs ou des raisons, des forces qui les propulsent dans une certaine direction ; ils sont définis par des convergences critiques de l'état des choses depuis une grande hétérogénéité ; ils évitent l'uniformité et les formes de type parti, pour prendre la forme d'un NON, avec beaucoup de OUI : un rejet commun et une variété d'affirmations, de projets, d'idéaux.

Des mouvements très connus, comme l'environnementalisme ou le féminisme, illustrent bien ces caractéristiques. Ils maintiennent leur vitalité et augmentent leur force, parce que, malgré leurs réalisations, persistent les motifs : la destruction environnementale ou l'oppression et la discrimination de la femme. Ils se montrent parfois dans des explosions ponctuelles : contre des dommages environnementaux spécifiques, contre des actes féminicides concrets ; mais agissent de manière continue, de mille manières différentes, sans dirigeant, structures formelles ou définitions uniques.

L'APPO est un mouvement social et politique d'une grande profondeur sociale et d'une énorme portée historique. Y prennent part des personnes très diverses, des groupes et des organisations. Parmi celles-ci, il y en a d'engagement partisan, appartenant à des organisations nationales, ils essaient d'apporter à l'APPO, au moulin de sa cause ou de son idéologie et ont eu, dans les mécanismes de coordination de l'APPO, un poids plus grand que leur importance réelle. Mais personne n'est à charge. Personne ne représente l'APPO. Personne ne dirige ou règle les initiatives de ceux et celles qui font partie d'elle.

Ulises Ruiz (le gouverneur de l'Etat de Oaxaca) est une expression malade et exacerbée du régime corrompu et autoritaire que les Oaxaquéniens ne sont pas disposés à tolérer plus longtemps. Le rejet de sa présence, qui a déclenché le mouvement et qui continue à le rassembler, n'est ni son moteur ni son destin. L'APPO continuera à combattre pour se défaire de lui parce qu'il est un obstacle insupportable sur son chemin. Mais elle avance déjà sur son cadavre politique pour réaliser les transformations qui sont sa véritable raison d'être.

L'APPO s'occupe de la réforme de l'État, si, comme telle, on comprend : une transformation complète des lois, institutions et comportements sociaux, afin établir un régime adéquat aux réalités d'Oaxaca après s'être délivré de la structure "caciquiste" et mafieuse qui a prévalu jusqu'aujourd'hui. Elle promeut ces modifications de manière pacifique et démocratique, et face à la société, non dans les coulisses du pouvoir. Elle ne les négocie pas dans un bureau du gouvernement, ni ne les traite avec les sbires d'Ulises, dans ses bureaux ou dans l'actuel Congrès local, ce qui, au lieu de changements, produirait une métamorphose grotesque.

Le mouvement continue. La répression brutale a inhibé certaines de ses manifestations, quand il cherchait sa voie naturelle, mais ne l'a pas arrêté. La rivière descend, continue à accumuler des forces irrépessibles qui cherchent à nouveau leur voie. Le défi est qu'ils la trouvent à temps et qu'on évite ainsi un débordement ravageur qui pourrait être très destructif.